

La pandémie du COVID a impacté ATTAC comme tous les mouvements sociaux par les conséquences des mesures sanitaires : confinement, couvre-feu, impossibilité de tenir des réunions, restrictions des droits de manifestation... Cette crise sanitaire a mis en lumière les inégalités sociales et territoriales, les conséquences de la mondialisation capitaliste, la primauté du profit sur la santé, les inégalités de genre... La gestion de la crise sanitaire par le gouvernement a été marquée par des discours quasi martiaux ("nous sommes en guerre"), des mensonges et un manque d'anticipation (masques, tests, vaccins...), la poursuite des politiques d'austérité vis-à-vis de l'hôpital public, une logique visant à préserver le fonctionnement des entreprises à tout prix, une logique autoritaire et la poursuite de politiques répressives et sécuritaires.

Si des mesures gouvernementales (chômage partiel, aides aux entreprises...) ont été prises pour éviter un effondrement économique total, elles ont été insuffisantes. Le gouvernement s'est refusé à prendre des mesures de justice fiscale permettant de financer ces mesures : le risque est grand d'une nouvelle phase d'austérité généralisée....

Pourtant, les mobilisations sociales n'ont pas disparu depuis un an.

Au début de 2020, des grèves et manifestations importantes se sont déroulées contre une réforme visant à diminuer les droits des retraités. La pandémie a mis en lumière la situation très dégradée de l'hôpital public. Une grande solidarité de la population s'est exprimée au printemps 2020 avec les personnels hospitaliers.

Le confinement a révélé au grand jour le prix payé par les femmes en terme de violences au sein de la famille et de charge de travail quand il fallait cumuler le télétravail et la garde des enfants confinés à la maison. La question des violences sexistes et sexuelles a été au coeur des manifestations féministes importantes des 8 mars 2020 et 2021. Les femmes ont été en « première ligne » durant cette crise : travailleuses des hôpitaux, aides à domicile, caissières... des emplois eu considérés et mal payés alors qu'ils ont été décisifs dans cette période de crise sanitaire.

Des collectifs se sont constitués ces dernières années pour dénoncer les violences policières contre les personnes racisées et contre les mobilisations sociales. Un projet de loi visant à interdire de filmer la police et à mettre sous contrôle les journalistes a donné lieu à une mobilisation exceptionnelle fin 2020.

Récemment, l'occupation de nombreux théâtres révèle la grave crise du secteur de la culture. Les occupants exigent des mesures permettant d'éviter une catastrophe économique du secteur, et mettent en cause les choix faits par le gouvernement de continuer à faire tourner à tout prix l'économie mais à laisser mourir la culture...

ATTAC s'est impliquée dans le soutien à toutes ces mobilisations et a mené des actions contre les profiteurs de la crise comme Amazon, dont les profits ont explosé en 2020 mais qui ne paie pas sa juste part d'impôt, reste un champion de l'évasion fiscale et de la maltraitance de ses salariés. ATTAC a porté dans le débat public, à travers plusieurs publications, des propositions alternatives pour une relocalisation écologique et solidaire, et pour une fiscalité permettant de financer ce changement de cap.

Il y a un an, lors du premier confinement, le débat public portait sur les raisons de la pandémie, une remise en cause de la mondialisation libérale, la dénonciation des plans d'austérité qui avaient affaibli le système de santé, la nécessité de penser « le monde d'après ».

Mais à l'automne, lors du deuxième confinement, avec la poursuite de la pandémie, les conséquences sociales d'un ralentissement de l'économie, la montée du chômage et de la pauvreté... , c'est plus l'effet sidération qui s'est imposé avec un « malaise social » généralisé même dans les milieux militants.

Le contexte politique est particulièrement délétère avec un gouvernement qui poursuit un libéralisme autoritaire, cherchant à gagner des points sur la droite et l'extrême droite, en vue des élections présidentielles de 2022, n'hésitant pas à mener une campagne de stigmatisation des musulmans, au nom d'une laïcité très restrictive.

Du côté de la « gauche », le bilan du quinquennat Hollande (2012-2017) a aggravé la défiance envers le monde politique puisque François Hollande, élu sur quelques promesses de gauche, a mené une politique dans la continuité de Nicolas Sarkozy, président de droite.

Les autres forces, d'une gauche plus radicale et écologique, ne parviennent pas à s'entendre pour dégager clairement un projet politique alternatif.

Le niveau de l'abstention progresse dans les élections et le système représentatif parlementaire apparaît de plus en plus déconnecté de ce que vit une grande partie de la population.

Malgré ce contexte, un an après le début de la pandémie, des évolutions positives existent pourtant..

La Convention citoyenne pour le climat a montré que des citoyens tirés au sort étaient capables de devenir des « experts » des enjeux climatiques et de s'accorder sur une série de mesures qui permettraient de répondre au réchauffement de la planète. Macron, en refusant de soumettre ces mesures à une consultation populaire, a montré qu'il n'entendait aucunement changer de cap. Cette séquence a contribué à une certaine remobilisation sur les enjeux climatiques, notamment dans la jeunesse.

Au début de l'année 2020, les principaux syndicats français, des ONG importantes comme Greenpeace ou Oxfam, et des associations citoyennes comme ATTAC ont mis en place un cadre permanent intitulé : « Plus jamais ça » avec pour objectif de penser le monde d'après en articulant enjeux sociaux et enjeux écologiques. Ce collectif a produit un « plan de sortie de crise », et soutenu différentes luttes, il prépare des Etats généraux qui réuniront les collectifs qui se sont construits dans de nombreuses villes.

L'existence de « Plus jamais ça » permet de faire travailler ensemble des organisations écologiques (qui ont longtemps ignoré les enjeux sociaux) et des syndicats (qui ont été longtemps marqués par une vision productiviste) pour construire des propositions et des revendications articulant l'écologique et le social est un mouvement inédit. Cette dynamique est indispensable pour mener la bataille « culturelle » et politique sur la nécessité d'une rupture avec le système capitaliste, prédateur des ressources de la planète et destructeur des droits sociaux ; elle peut contribuer à changer l'imaginaire dominant actuel pollué par le capitalisme, le productivisme, le consumérisme... Il faut travailler à un autre imaginaire mêlant partage des richesses et une autre fiscalité, investissements publics pour la transition écologique et garanties sociales fortes pour la reconversion des salariés, accès de toutes et tous à l'éducation, à la santé et au logement...

Un an après le début de la pandémie, notre discours sur les conséquences des politiques d'austérité, sur le rôle central des services publics, sur la responsabilité des lobbies et multinationales, sur les inégalités et la nécessité de mesures fiscales justes est validé à la lumière de cette crise sanitaire, révélatrice de la crise globale... La rupture avec l'ordre économique dominant n'est pas encore gagné...

Dans le débat citoyen et dans les résistances, la question des alternatives est de plus en plus posée. Il appartient à ATTAC comme aux divers mouvements sociaux de contribuer à amplifier ces résistances et ces réflexions pour un autre monde plus que jamais indispensable !

Cette crise sanitaire mondiale nous oblige aussi à repenser et renforcer les alliances des mouvements sociaux au plan européen comme international

